

## **HAÏTI : Liste de surveillance de la Catégorie 2**

Le gouvernement d'Haïti ne se conforme pas entièrement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, mais il fait des efforts importants dans ce sens. Le gouvernement a fait preuve d'efforts considérables durant la période visée par le présent rapport en fermant les portes de plusieurs orphelinats où des enfants étaient maltraités et en reconstituant son réseau de familles d'accueil pour porter secours aux enfants victimes de la traite et réduire la situation de vulnérabilité face à la maltraitance. Le gouvernement a également pris des mesures contre certains responsables du gouvernement complices, ordonné l'octroi de réparations aux victimes lors de condamnations pour la traite des personnes, augmenté le nombre d'agents de police formés, déployé sa première promotion d'agents de police des frontières formés au dépistage de la traite des personnes et à la lutte contre celle-ci et accru les actions de coordination et de surveillance de ses efforts de lutte contre la traite des personnes. Cependant, il n'a pas intensifié ses efforts par rapport à la période visée par le rapport précédent. Le gouvernement n'a pas engagé de poursuites au pénal contre les responsables du gouvernement complices et n'a pas mené d'enquêtes sur de nombreuses accusations à l'endroit de responsables soupçonnés de complicité, y compris le procureur de la République. Il n'a pas affecté de crédits budgétaires à ses efforts de lutte contre la traite des personnes ou à la prestation de services aux victimes et n'a pas non plus approuvé ni mis en œuvre son plan d'action national ou son manuel de fonctionnement pour identifier les victimes. Les insuffisances du système judiciaire du gouvernement et le manque de connaissances parmi les forces de police, les procureurs et les juges au sujet de la traite des personnes ont entravé les poursuites judiciaires et les condamnations à l'encontre des trafiquants. Le gouvernement a déployé peu d'efforts pour lutter contre la servitude domestique des enfants (restaveks). Haïti est donc resté dans la liste de surveillance de la Catégorie 2 et ce, pour la deuxième année de suite.

### **RECOMMANDATIONS À L'INTENTION D'HAÏTI**

Mener des enquêtes judiciaires sur les trafiquants et poursuivre en justice et condamner vigoureusement ceux-ci, notamment les fonctionnaires qui s'en rendent complices et les personnes responsables de la servitude domestique et de la traite sexuelle des enfants, privilégier la mise en œuvre d'un plan d'action national anti-traite doté de ressources et accroître le financement à long terme destiné à l'aide aux victimes de la traite, continuer d'élargir et de consolider le nouveau réseau de familles d'accueil d'Haïti ainsi que d'autres mécanismes d'accueil des enfants,

former les agents de police, les procureurs, les juges et les prestataires de services aux victimes dans toutes les régions d'Haïti au sujet de la traite des personnes, approuver et mettre en œuvre des procédures officielles qui orientent l'action des responsables du gouvernement en matière d'identification proactive des victimes et d'aiguillage de celles-ci vers des foyers et des services appropriés, développer les ressources et les capacités d'inspection des lieux de travail pour y déceler des indicateurs de travail forcé, élaborer des lois ou des politiques pour réglementer la situation des employeurs étrangers, mettre en œuvre des mesures pour aborder les situations de vulnérabilité qui conduisent des enfants à devenir des restaveks, y compris la protection des enfants victimes d'abandon, de sévices et de violence, rédiger et promulguer une loi de protection de l'enfance assortie de mesures particulières de protection pour les enfants victimes de la traite, mettre au point une méthode permettant de tracer systématiquement les données sur la traite et les efforts déployés par le gouvernement pour combattre celle-ci, intensifier les efforts pour réduire la demande de commerce du sexe ou de travail forcé, enfin, informer le public haïtien quant aux droits des enfants à être instruits et mis à l'abri de l'esclavage afin de contrecarrer la situation de tolérance vis-à-vis des restaveks.

## **POURSUITES JUDICIAIRES**

Le gouvernement a maintenu ses efforts d'application des lois. La loi de 2014 sur la lutte contre la traite des personnes (n° CL/20140010) a érigé en infractions la traite sexuelle et la traite des travailleurs, prévoyant des peines allant de sept à 15 ans d'emprisonnement ainsi qu'une amende allant de 200 000 à 1,5 million de gourdes (de 3 180 à 23 830 dollars des États-Unis), ce qui représente des peines suffisamment sévères en ce qui concerne la traite sexuelle et à la mesure de celles prescrites pour d'autres infractions graves, dont le viol. Cet instrument prévoyait par ailleurs un alourdissement des peines allant jusqu'à la réclusion à perpétuité lorsque la victime était un enfant. Durant la période visée par le présent rapport, le gouvernement a fait des enquêtes sur deux cas potentiels de traite impliquant six personnes (six cas en 2016), dont un agent de la police nationale, entamé deux nouvelles actions en justice (trois en 2016) impliquant deux prévenus et obtenu une condamnation pour traite (trois en 2016). Les condamnations ainsi prononcées prévoyaient sept ans d'emprisonnement et une amende de 200 000 gourdes (3 180 dollars des États-Unis) le trafiquant étant frappé d'une amende de 100 000 gourdes (1 590 dollars des États-Unis) devant être versée à la victime. Le gouvernement a collaboré avec les forces de l'ordre des États-Unis dans une enquête qui a abouti à la condamnation en 2018 d'un citoyen des États-Unis pour

tourisme sexuel pédophile. Des observateurs ont constaté que les trafiquants agissaient largement en toute impunité. En novembre 2017, le ministre de la Justice a congédié cinq procureurs adjoints pour avoir joué un rôle dans la remise en liberté de neuf individus arrêtés après avoir été soupçonnés de traite des personnes lors d'une descente opérée en février 2017. Toutefois, les procureurs congédiés n'ont été inculpés d'aucune infraction et le procureur en chef, considéré par certains responsables et observateurs comme étant à l'origine de la relaxe des procureurs après avoir reçu des pots-de-vin, n'a pas fait l'objet d'une enquête.

Les carences du système judiciaire haïtien et le manque de connaissances sur la traite des personnes parmi les forces de police, les procureurs et les juges ont entravé les poursuites judiciaires et les condamnations à l'encontre des trafiquants. La société civile et les autorités sont demeurées préoccupées quant au fait que, dans certaines régions éloignées, des responsables du gouvernement n'avaient pas reçu de formation au sujet de la loi de 2014 contre la traite des personnes et sa mise en œuvre, le résultat étant des chefs d'inculpation moins lourds et l'établissement d'ententes informelles pour trancher les affaires. Le gouvernement a dispensé à 1 022 agents de la police nationale d'Haïti une séance de formation de trois heures sur la traite des personnes et la contrebande. Il a continué de travailler avec une ONG sur un projet financé par l'étranger visant à former des acteurs juridiques à travers Haïti au sujet de la loi de 2014 contre la traite des personnes et de la mise en œuvre adéquate de cet instrument. En janvier 2018, la police nationale a déployé la première promotion de 100 agents de la police des frontières, PoliFront, à la ville de Ouanaminthe, le poste frontière le plus fréquenté d'Haïti, en lui donnant pour mission de lutter contre diverses formes de criminalité transnationale, y compris la traite des personnes. Avant d'être déployés, les agents de PoliFront ont reçu une formation de six semaines qui a inclus une séance sur la traite des personnes.

## **PROTECTION**

Le gouvernement a amélioré ses efforts de protection. Il n'a pas systématiquement suivi les données relatives à l'identification des victimes mais, selon les rapports, il aurait identifié au moins 31 victimes potentielles de la traite contre 43 victimes en 2016. En 2017, des responsables du gouvernement ont fermé les portes de quatre orphelinats où des enfants étaient maltraités, qui hébergeaient 116 enfants et où des pratiques de traite d'enfants étaient soupçonnées, et placé 41 enfants provenant de ces orphelinats dans des familles d'accueil, le reste des enfants étant rendus à leur famille. Le gouvernement a donné son agrément à 76 familles qui ont rejoint son

nouveau réseau de familles d'accueil afin de rendre ces enfants moins vulnérables face à la traite ou à toute nouvelle victimisation. Il n'a déployé aucun effort décelable pour aborder la situation des restaveks malgré que celle-ci soit répandue à travers le pays.

La loi de 2014 sur la lutte contre la traite des personnes charge le comité de lutte contre la traite d'élaborer des normes de fonctionnement afin d'orienter l'action des agents de la fonction publique en matière d'identification et de réadaptation des victimes de la traite et le gouvernement n'a pas approuvé un projet de normes élaboré en 2016. La loi a donné pour mission au gouvernement de donner une protection et de fournir des soins médicaux et des services d'aide psychologique aux victimes de la traite ainsi que de créer un fonds réglementé par l'État pour aider les victimes. Toutefois, comme cela s'est produit en 2016, le gouvernement n'a pas destiné de fonds pour aider les victimes et a compté sur des organisations internationales et des ONG pour assurer la prestation de soins. La loi haïtienne de 2014 contre la traite des personnes établit que l'argent et d'autres actifs saisis dans le cadre d'enquêtes sur la traite devraient servir à financer des services bénéficiant aux victimes de la traite et au fonctionnement du comité contre la traite des personnes mais il n'y a eu aucune preuve que cela se soit effectivement produit. Les responsables du gouvernement ont orienté les enfants victimes de la traite vers son organisme de prévoyance sociale, qui ne disposait pas du financement adéquat pour leur prise en charge. Cet organisme a ensuite aiguillé les enfants victimes vers des centres d'accueil agréés par l'État qui, faute de moyens, n'ont pu fournir que des prestations à court terme sous la forme de soins médicaux, de services d'accompagnement psychologique, de regroupement des familles, d'évaluations préalables au retour en famille et d'un soutien limité aux familles accueillant les victimes. Le gouvernement ne disposait pas d'un programme officiel d'aide aux victimes de retour en Haïti mais a effectivement orienté les victimes vers des organisations internationales et des organisations non gouvernementales.

Les autorités ont travaillé de près avec les garde-côtes des États-Unis pour accueillir des migrants haïtiens tentant de gagner les Bahamas ou les États-Unis et elles ont mené des vérifications sur les enfants non accompagnés pour repérer d'éventuels indicateurs de traite des personnes et facilité leur réintégration auprès de membres de leur famille. Agissant en partenariat avec le gouvernement d'un pays étranger et une organisation internationale, le gouvernement a ouvert dans chacun des quatre grands postes frontières du pays des centres de ressources aux frontières (CRF) qui hébergeaient les bureaux de représentants de l'organisme de

prévoyance sociale, des services de protection de l'enfance et des ONG. Dans les zones frontalières, ces centres ont identifié des victimes de la traite et leur ont fourni des services.

La loi contre la traite des personnes comprenait des dispositions visant une autorisation de séjour temporaire pour les victimes étrangères de la traite des personnes durant l'instruction de leur affaire ainsi que des services d'avocat, des services d'interprétation et une autorisation de séjour permanente. Toutefois, le gouvernement n'a pas fourni ces services et il est peu probable qu'il ait disposé des ressources financières pour le faire. Pour aider à l'instruction de leur affaire, les victimes doivent témoigner contre leur accusateur en présence de ce dernier et il n'y avait pas de locaux permettant de recueillir des témoignages par vidéo ou de locaux accueillants pour les enfants lors des procédures juridiques. La loi protégeait les victimes contre toute responsabilité du fait des crimes commis en conséquence de leur situation de victime de la traite des personnes. Aucune disposition juridique ne prévoyait des réparations civiles pour les victimes de la traite mais un juge pouvait ordonner de telles réparations pour des infractions connexes prévues par le Code civil d'Haïti.

## **PRÉVENTION**

Le gouvernement a intensifié ses efforts de prévention de la traite des personnes. Il n'a pas engagé de moyens pour son comité de lutte contre la traite des personnes, par rapport à 2017 où 10 millions de gourdes (158 860 dollars des États-Unis) lui ont été affectés. Le manque de moyens a continué d'entraver les efforts de lutte contre la traite des personnes mais la coordination assurée par les pouvoirs publics entre les bailleurs de fonds et les ministères s'est améliorée durant la période visée par le présent rapport. En juin 2017, le comité de lutte contre la traite des personnes, avec le concours financier d'un bailleur extérieur, a tenu une conférence publique avec des organismes gouvernementaux compétents et des ONG pour souligner le problème de la traite dans le pays et a parachevé son projet de plan d'action national pour la période 2017-2022. Un projet final a été présenté au ministre des Affaires sociales et du travail mais il n'avait pas encore été approuvé avant la fin de la période visée par le rapport. La mise en œuvre du plan n'a bénéficié d'aucune ouverture de crédits. Le gouvernement a amélioré la surveillance et la coordination entre le ministère des Affaires sociales et du travail et le comité de lutte contre la traite mais les changements fréquents survenus au sein de la direction du ministère ont donné lieu à des difficultés bureaucratiques constantes à l'égard de la lutte contre la traite des personnes. La désignation d'une

nouvelle ministre des Affaires sociales et du travail en septembre 2017 a toutefois donné lieu à des améliorations aux plans de l'institutionnalisation et de la structure des réunions du comité contre la traite des personnes au sein de ce ministère, ce qui a permis de remplacer les membres ayant cessé leurs fonctions. Le gouvernement n'a pas systématiquement surveillé ses efforts déployés pour combattre la traite des personnes. Toutefois, le comité a collaboré avec des experts techniques de l'Union européenne pour mettre au point un projet de rapport décrivant les problèmes présents en Haïti en matière de traite des personnes, ce rapport attendant l'autorisation de la ministre avant d'être publié.

Il n'y a pas eu d'efforts du gouvernement pour informer le public au sujet des droits des enfants à être instruits et mis à l'abri de l'esclavage afin de contrecarrer la situation de tolérance vis-à-vis des restaveks. Dans les CRF, des affiches et feuillets d'information étaient disponibles pour renseigner le public sur la traite des personnes dans certains postes-frontières clés mais le manque de contrôle régnant dans les 96 postes-frontières officiels a facilité davantage cette pratique. Les autorités ont déclaré qu'elles ne disposaient pas des capacités humaines nécessaires pour contrôler les personnes franchissant illégalement les frontières dans ces zones. Le gouvernement a géré une permanence téléphonique nationale pour lutter contre la traite des personnes, qui pouvait recevoir des appels en français et en créole haïtien ; aucune donnée n'était disponible quant à son efficacité.

Depuis l'établissement par le gouvernement de la République dominicaine de la date limite de juin 2015 pour l'enregistrement des travailleurs migrants dans ce pays, le gouvernement haïtien a coordonné ses efforts avec des organisations internationales et des ONG pour accueillir des Haïtiens expulsés et délivrer des papiers d'identité aux citoyens haïtiens. Toutefois, le dysfonctionnement continu du système d'enregistrement de l'état civil en Haïti et les capacités lacunaires du réseau consulaire en matière de délivrance de papiers d'identité étaient tels que de nombreux Haïtiens risquaient de continuer de séjourner en République dominicaine en situation irrégulière et s'exposaient à l'expulsion, des faits reconnus comme étant des facteurs de risque de vulnérabilité face à la traite des personnes. La Première dame Martine Moïse a mené une campagne de marketing public pour la délivrance d'actes de naissance aux nourrissons nés en Haïti. L'organisme de prévoyance sociale a mis en place des règles plus strictes à l'intention des parents demandant une autorisation pour des enfants voyageant seuls à destination de pays d'Amérique du Sud. Haïti ne disposait pas de lois ou de politiques efficaces pour réglementer la situation des employeurs étrangers ou

prévenir les mécanismes d'embauche frauduleux. Le ministère des Affaires sociales et du travail n'a pas bénéficié du personnel et des ressources nécessaires pour inspecter les lieux de travail et y repérer des indicateurs de travail forcé. Le gouvernement n'a pas dispensé de formation à la lutte contre la traite des personnes à son personnel diplomatique. Il n'a déployé aucun effort pour réduire la demande de commerce du sexe ou de travail forcé.

## **CARACTÉRISTIQUES DE LA TRAITE DES PERSONNES**

Comme rapporté ces cinq dernières années, Haïti est un pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants victimes du travail forcé et de la traite sexuelle. La plupart des cas de traite en Haïti impliquent des enfants en situation de servitude domestique (restaveks) qui font souvent l'objet de sévices physiques, ne sont pas rémunérés pour les services rendus et dont les taux de scolarisation sont considérablement inférieurs. Un rapport commun publié en décembre 2015 par le gouvernement et une organisation internationale sur les restaveks a conclu qu'un enfant sur quatre n'habite pas avec ses parents biologiques et a estimé que 286 000 enfants de moins de 15 ans travaillent comme domestiques. Le rapport recommandait que le gouvernement mette en place des mesures pour prévenir l'exploitation, dont la servitude domestique, protéger les enfants à risque et les victimes d'abandon, de sévices, de violence ou d'exploitation, dont la traite sexuelle et le travail forcé, et pour rédiger et promulguer une loi de protection de l'enfance. Un rapport de l'ONU paru en mai 2015 a fait état de membres de sa mission de maintien de la paix en Haïti qui, entre 2008 et 2014, avaient exploité à des fins sexuelles plus de 225 femmes haïtiennes en échange de nourriture, de médicaments et de biens ménagers. Un nombre considérable d'enfants fuient la maison de leur employeur ou des familles qui les maltraitent et deviennent des enfants des rues. En Haïti, les ressortissantes étrangères, en particulier de nationalité dominicaine et vénézuélienne, sont particulièrement vulnérables à la traite sexuelle et au travail forcé. D'autres populations en situation de vulnérabilité comprennent les enfants habitant dans des centres d'accueil privés ou parrainés par des ONG, les enfants haïtiens travaillant sur des chantiers, dans des exploitations agricoles, des pêcheries et des résidences privées comme domestiques ou comme vendeurs ambulants en Haïti et en République dominicaine, des déplacés à l'intérieur du pays, dont ceux déplacés par l'ouragan Matthew et par le tremblement de terre de 2010, des membres de familles monoparentales dirigées par des femmes et des familles nombreuses, des Haïtiens vivant aux environs de la frontière avec la République dominicaine, des

migrants haïtiens, y compris ceux de retour de la République dominicaine, du Brésil, du Mexique, des États-Unis ou des Bahamas, enfin des jeunes LGBTI qui sont souvent sans domicile et victimes de stigmatisation de la part de leur famille et de la société. Des Haïtiens, adultes et enfants, sont exposés à des mécanismes d'embauche frauduleux et au travail forcé, surtout en République dominicaine, dans d'autres pays des Caraïbes, en Amérique du Sud et aux États-Unis.